



Après le succès des
mobilisations du
27 septembre et



face au tsunami de la finance, résistons !

Grève et manifestation le 11 octobre.

Une dictature « des marchés » sans précédent :

Après la Grèce, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal, l'Italie est face aux spéculateurs qui réclament toujours plus de régression sociale : licenciements plus faciles, baisse des salaires et des pensions de retraites, diminution des budgets sociaux, « purge » des effectifs de la fonction publique et privatisation de tous les biens publics rentables ...

A quand notre tour ?

Les mesures, outre celles-ci-dessus, sont connues : elles reprennent les revendications patronales connues depuis longtemps mais tellement d'actualité pour « rassurer les marchés ».

Dans ces conditions, vivre devient tout simplement difficile.

Ces mesures visent aussi à rendre impossible tout choix citoyen relatif notre avenir.

Solidaires revendique :

- Limiter la liberté de circulation des capitaux., interdire toute transaction financière avec les paradis fiscaux
- Socialiser le secteur bancaire au niveau national et européen afin de faire du crédit un bien commun et de contrôler son orientation.
- Mettre sous contrôle public les agences de notation.
- Taxer les transactions financières, les profits, les plus-values et plus généralement faire une réforme fiscale d'ampleur
- Revenir sur l'indépendance de la banque centrale européenne.

(...)

MANAGERS SANS FRONTIÈRES



Partout manifestons !

Sundep Solidaires Secrétariat : 23 rue Alexis Lepère 93100 Montreuil ☎ 06 85 33 91 12.

@ : sundep@laposte.net Site : <http://www.sundep.org>

Pour l'emploi :

3,3 millions de demandeurs d'emploi selon l'INSEE, plus de 5 millions qui aspirent à un temps plein ...

Et le gouvernement choisit de réduire de près d'un milliard d'euros les crédits "Travail et emploi" dans le budget 2012 !

Dans la fonction publique, il supprimera dans le cadre de son « plan social » annuel plus de 30 000 postes en 2012, 14 000 dans l'éducation (**1 533 dans l'enseignement privé**).

Pour toute l'ère Sarkozy, ce sont plus 150 000 postes de fonctionnaires qui auront disparu, dont 80 000 pour la seule éducation nationale (**5 600 dans l'enseignement privé**).

Contre la précarité

Déjà, en 2008, 13% des salariés français occupaient un emploi précaire. Nul doute qu'avec leur crise, cette précarité a explosé. Près de huit embauches sur dix se font désormais en CDD !

Dans l'enseignement privé (en janvier 2011), les enseignants précaires représentaient 10,5% du total en 1^{er} degré, 22,4% en 2nd degré ! S'y ajoutent ceux en situation de sous-emploi (temps partiel subi), ou de mal emploi (multiples établissements, multiples matières...).

Pour nos conditions de travail

Les conditions de travail ne cessent de se détériorer suite aux recherches d'économies, de suppressions massives de postes et de mise en place de techniques de management qui prônent le harcèlement institutionnel.

Pour de vraies rémunérations

Le SMIC n'augmente presque plus, et de plus en plus de salariés sont désormais rémunérés à ce niveau ou à peine plus. La valeur du point dans la fonction publique est bloquée depuis juillet 2010, l'ensemble des fonctionnaires ont perdu depuis 2000 plus de 9 % de pouvoir d'achat, les enseignants plus de 20% en 25 ans, et sont désormais parmi les moins payés d'Europe.

Parmi eux, certains sont au SMIC, ou à moins par le jeu des temps partiels subis.

Solidaires propose :

Pour l'Union syndicale Solidaires, il faut, tout de suite, prendre des mesures d'urgence visant à protéger tous ceux qui subissent la crise de plein fouet :

- Interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits et indemniser à 100 % le chômage partiel.
- Instaurer un statut du salarié, financé par une nouvelle cotisation sociale patronale, qui garantisse la continuité de la rémunération.
- Encadrer les loyers et interdire les expulsions de logements.
- Augmenter le SMIC et les minima sociaux à 1 500 euros, établir l'échelle mobile des salaires et augmenter les salaires de 300 euros.
- Assurer effectivement l'accès aux soins pour toutes et tous.
- Arrêter toutes les suppressions d'emplois dans la fonction publique, abandonner toute privatisation et mettre en œuvre un plan de développement des services publics.
- Développer des investissements publics destinés à la recherche, à l'éducation et à la protection de l'environnement.

«



Le 11 octobre manifestations partout en France !

Bulletin d'adhésion ou de demande d'information

Nom : Prénom : Etablissement :

Adresse personnelle :

Tel : Adresse mail :@

Désire adhérer au Sundep Solidaire Académie oui non

Désire prendre contact avec le Sundep Solidaires oui non

Sundep Solidaires Secrétariat : 23 rue Alexis Lepère 93100 Montreuil ☎ 06 85 33 91 12.

@ : sundep@laposte.net Site : <http://www.sundep.org>